

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Georges de MONTENACH

Un problème social :
VII : L'alimentation collective

Dans *L'Eveil (Echos de Saint-Maurice)*, 1909, tome 11, p. 43-47

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

Un Problème Social

VII

L'alimentation collective.

L'alimentation collective en attendant l'alimentation collectiviste, n'est donc plus une théorie nébuleuse chère à quelques rêveurs, mais un fait d'autant plus inquiétant, qu'il est le fruit naturel de l'état social ; aussi suis-je étonné, pour ma part, de la petite place que les économistes catholiques font dans leurs préoccupations, à ce problème troublant.

Il est d'autant plus difficile de réagir contre ces mœurs nouvelles, que tout pousse à leur adoption. Ici encore, la cherté de la vie fait sentir son influence, car la hausse des denrées alimentaires est plus facilement supportable pour le restaurateur en grand qui achète quotidiennement des monceaux de produits pour les écouler à sa clientèle, que par l'individu isolé qui doit combiner le prix de ses repas à un sou près, au jour le jour, d'après son salaire. La preuve en est que dans beaucoup de localités, l'alimentation collective de certains restaurants populaires est devenue fabuleusement bon marché, en même temps que l'existence ménagère normale devenait plus coûteuse. Dans ces conditions, il est évident que les foules se précipitent avec empressement vers les établissements de tous genres qui le sollicitent et désertent toujours davantage le foyer familial. L'alimentation collective est une prime au célibat, car beaucoup d'ouvriers se mariaient jadis pour avoir une ménagère, sachant préparer leur repas et pouvant le leur apporter au lieu de leur travail.

Les deux sexes ont aujourd'hui à leur disposition des cercles, des casinos, des maisons du peuple, qui

donnent le gîte et le couvert dans des conditions d'agrément assurant leur succès.

Ce ne sont pas seulement les classes ouvrières qui sont entraînées vers l'alimentation collective au détriment de l'alimentation familiale, mais encore les classes bourgeoises qui ont à lutter avec les difficultés grandissantes du service ancillaire. Je l'ai déjà dit, on ne trouve plus de cuisinières, c'est un cri général et les moindres bonnes à tout faire exigent des gages exorbitants, aussi beaucoup de familles aisées ont-elles dépendu leur crémaillère et adopté l'usage de manger au restaurant, ou dans ces pensions de familles dont le nombre va sans cesse croissant. Dans les pays anglo-saxons, et surtout en Amérique, ces habitudes deviennent presque la règle générale.

On trouverait dans le Royaume-Uni et dans la Grande République d'Outre-Mer une quantité de familles n'ayant jamais possédé un home personnel, et qui ont toujours été, dans des conditions plus ou moins luxueuses, ce que appelons *des pensionnaires*.

Il est curieux de constater que, malgré cette vie décausée et sans centre permanent, la famille anglo-saxonne résiste et demeure forte ; c'est parce qu'elle ne se déracine jamais, parce qu'elle sait transporter partout avec elle, sous les cieux les plus lointains, dans les milieux les plus hétéroclites, une atmosphère d'intimité qui la protège et la maintient.

Il existe dans les gigantesques agglomérations urbaines d'Amérique tout un système d'abonnements, à hauts et à bas prix, grâce auquel on peut directement recevoir ses repas à domicile, à des heures fixées d'accord entre la clientèle et les bureaux de ces rôtisseries rayonnantes. Au moment voulu, un serveur arrive avec son réchaud, ses plats, dispose le couvert, fait son service et remporte le tout. Que de petites misères

sont ainsi évitées aux heureux ménages qui profitent de cette nouvelle combinaison alimentaire. Pour une maîtresse de maison ce doit être le rêve... et cependant le pot-au-feu familial avait bien des vertus, bien des charmes, faut-il se résigner à le perdre, et à perdre avec lui une des pierres angulaires de la société ?

Toute l'évolution alimentaire que je viens de mettre sous vos yeux, trouve en Jean Lahor un partisan fervent et enthousiaste, aussi m'en voudra-t-il sans doute, d'avoir souligné, grâce à ses propres renseignements, le caractère nettement anti-familial de certains usages qui tendent à se généraliser et nous conduisent tout doucement, par une pente insensible, vers une civilisation collectiviste pareille à celle que William Morris et Wells nous décrivent et dans laquelle le vin, le lait, et la soupe, seront offerts à discrétion par des réservoirs publics.

M. Lahor, cependant, me paraît avoir quelques appréhensions pour l'avenir, car il s'élève avec force contre une intervention trop extensive de l'Etat dans le domaine de l'alimentation populaire directe : « Je suis, dit-il, un adversaire résolu de tout socialisme municipal ou d'Etat ; je crois qu'il faut restreindre toujours, au lieu de les étendre, les pouvoirs, l'action de l'Etat ou des Municipalités, ne leur rien laisser de ce qui peut, et aussi bien et mieux, être fait par l'initiative privée. »

Malheureusement les idées actuelles suivent un courant bien différent de celui qui vient de nous être tracé par les lignes ci-dessus. On attend tout du Pouvoir et la moindre entreprise philanthropique cherche à se lier à lui par le lien d'une subvention régulière ; elle diminue ainsi immédiatement, sa souplesse, sa vitalité, ses facultés d'adaptation aux besoins qu'elle veut servir.

Je n'ai analysé dans le long travail que l'*Eveil*

a bien voulu accueillir, que la partie *sociale* du volume de M. Lahor, laissant de côté les intéressantes pages dans lesquelles il étudie au point de vue *scientifique*, les défauts de l'alimentation d'aujourd'hui, la valeur nutritive des denrées, l'établissement de la ration alimentaire normale du travailleur etc. etc. M. Lahor a publié également toute une série de budgets ménagers, de menus, et il arrive à prouver qu'avec 50 à 60 centimes par jour, en moyenne, un homme robuste peut se procurer partout une alimentation saine et rationnelle suffisante.

Pour arriver à ce résultat, il faudrait, cela va sans dire, se débarrasser de bien des habitudes, qui nous font préférer les mets inutiles à ceux qui contiennent le plus de principes vitaux. Il importerait également de sacrifier l'alcool et de restreindre l'usage de la viande pour embrasser un végétarisme mitigé. M. Lahor a introduit malheureusement à la fin de son volume si documenté, si riche en faits et en idées pratiques, un chapitre intitulé : *Philosophie de l'Alimentation*, et nous y voyons le poète ouvrir ses ailes et s'envoler bien loin du médecin et du sociologue, dans les nuages du rêve.

Il nous montre un temps, où, grâce au perfectionnement scientifique de l'humanité, les problèmes sociaux qui nous passionnent aujourd'hui n'existeront plus : « La science, dit-il, est donc à la veille de créer pour tous un état de bien-être, de bonheur matériel sans lequel il le faut reconnaître, on ne saurait que rarement atteindre à ce bonheur plus élevé, le seul qui vraiment compte, celui que donnent les pures et sublimes jouissances spirituelles.

« Et la science arrivera peut-être aussi à créer un état social idéal, où l'individu ne sera plus sacrifié à la société, comme dans certaines utopies socialistes, ni la société sacrifiée à l'individu, comme dans la conception

anarchiste, mais où la Collectivité et l'Individu se prêteront mutuellement leurs forces, pour les accroître, non les diminuer, pour les exalter, non les affaiblir. »

Je crois pour ma part fermement que la science seule sera incapable de donner aux foules cette ère heureuse dont on fait miroiter devant elles l'avènement futur ; elle fera à ce point de vue, un lamentable fiasco, jusqu'au jour, où comprenant enfin son rôle et sa mission, elle n'essayera plus de se substituer à l'idée religieuse mais contribuera au contraire à faciliter le rayonnement de celle-ci dans les esprits et dans les cœurs.

G. de MONTENACH